

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
ET DES LIBERTÉS

ÉCOLE NATIONALE
DE LA MAGISTRATURE

CONCOURS ou EXAMEN* : _____

DEUXIÈME CONCOURS.

DATE : 6 juin 2016

MAGISTRATURE

Il y a à mettre un signe quelconque

NC

NC

Pré

dr

sous la peine
et le résultat
exposé de
la
4.

PARTIE RÉSERVÉE AU JURY

N° de dossier du candidat : **0047**

NOTE

16/20

Le candidat ne doit rien écrire dans la partie réservée au jury. IL NE DOIT PAS SIGNER SA COMPOSITION

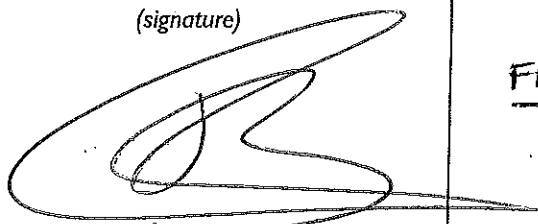
NOMBRE DE FEUILLES INTERCALAIRES :

4

COMPOSITION ~~de~~ portant sur une question
posée aujourd'hui à la société française
dans ses dimensions judiciaires, juridiques,
sociales, politiques, historiques, économiques,
philosophiques et culturelles.

Certifié exact.

LE MAGISTRAT OU FONCTIONNAIRE
CHARGÉ DE LA SURVEILLANCE
(signature)



LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE
FACE AUX DÉFIS DU TERRORISME

Il est interdit aux candidats de

de se monter ses p

I) LA CO

AVEC

À l'occasion des Jeux olympiques de Munich de 1974, des athlètes israéliens sont pris en otage par un commando du Front de libération pour la Palestine, soutenu au niveau logistique par la "fraction armée Rouge". Cet épisode sanglant des années de plomb

montre la permanence du terrorisme dans l'histoire contemporaine mais aussi la pluralité de ses manifestations. En effet, si les revendications des terroristes de 1974 étaient essentiellement politiques et territoriale, les finalités du terrorisme fondamentaliste auquel sont confrontées de nombreuses démocraties aujourd'hui apparaissent comme religieuses, et accessoirement politique.

Le terrorisme ne peut donc être défini par sa finalité. Il peut servir tout aussi bien les objectifs de la démocratie et de la République, comme le considéraient Robespierre et les adeptes de "La Terreur" de 1794, la révolution, des velleités d'indépendance ou fondamentalisme. Toutefois le terrorisme adopte toujours les mêmes moyens pour parvenir à ses fins, à savoir la violence dirigée, de façon déterminée ou non, contre une personne ou un groupe de personnes. Le terrorisme peut donc se manifester sous les formes d'une violence aveugle, tels les attentats du 13 novembre 2015, ou d'une violence ciblée à l'instar de l'assassinat du général Chudran par le groupe seculte extrémiste "Action directe". En outre, et c'est sans doute sa caracté-

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

l'instigateur principale, le terrorisme utilise toujours la peur comme médiateur entre l'acte de violence exercé et le résultat recherché. On peut donc, de manière générale, proposer de définir le terrorisme comme tout acte de violence destiné à engendrer la peur dans une société afin d'obtenir de cette dernière un résultat déterminé. La société française a connu depuis la Révolution de nombreuses périodes marquées par le terrorisme. Et toute d'illustrations peuvent être cités les attentats anarchistes du début du ^{XX}^e siècle, le terrorisme de nature institutionnelle sous le gouvernement de Vichy ou la vague d'attentats islamistes du début des années 1990. Aujourd'hui confrontée à une menace terroriste, du fait de son ampleur, sans précédent, la société française doit de manière renouvelée répondre aux défis du terrorisme. Car ce dernier, en provoquant peur et angoisse dans la population, est susceptible de remettre en cause certains éléments constitutifs de toute société, au premier rang desquels nos valeurs. Notre société démocratique, libérale et post-moderne est-elle aujourd'hui en mesure de lutter contre le terrorisme sans renier ses idéaux ? La lutte contre la violence aveugle du terrorisme ne remettrait-elle pas en cause, si elle se veut efficace, notre société en tant que valeurs, relations et traditions républicaines animées par un vouloir vivre ensemble transcendu par l'idée de nation ?

Si la confrontation, brutale, de la société démocratique et libérale française avec le terrorisme pourrait la conduire à renier ses idéaux (1) la réaffirmation du vivre ensemble républicain peut lui permettre

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

de surmonter ses peurs et de répondre aux défis du terrorisme (II)

I) LA CONFRONTATION BRUTALE DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE AVEC LE TERRORISME POURRAIT LA CONDUIRE À RENIER SES IDÉAUX.

La lutte contre le terrorisme appelle une réponse forte de l'État qui, pour reprendre la formule de Max Weber, exerce le monopole de la violence légitime. Cette réponse doit à la fois garantir les droits et libertés individuels mais également se garder de toute tentation autoritaire.

A) La société libérale à l'épreuve du terrorisme - l'impératif de garantie des droits individuels.

En tant que société libérale, la société française s'est donnée pour but de promouvoir les droits individuels, au premier rang desquels le droit à la vie. Par conséquent, les réponses pénales mis en place par le législateur, telle la création d'un régime procédural d'exception pour les actes de terrorisme, se justifie dans la mesure où celles-ci ont pour finalité la répression des troubles à l'ordre public et la préservation de la vie des citoyens. Le droit à la vie est d'ailleurs, selon Hobbes dans "Le Léviathan" (1651) le premier des droits des contractants au pacte de soumission. Toutefois, si l'ordre public constitue le fondement de la réponse étatique face au

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE
FEUILLE INTERCALAIRE N° 1

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

tenonsme, il ne saurait être considéré comme un principe général et absolu. Il doit être concilié avec les autres droits et libertés.

Ainsi, les mesures de nature préventive ou répressive destinées à lutter contre le tenonsme doivent être conciliées avec la liberté d'aller et de venir, la liberté d'expression ou encore le droit à la présomption d'innocence. Sans l'exercice de ses droits, dont les premiers d'entre eux furent proclamés par l'Habeas Corpus, aujourd'hui prolongés par la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, notre société perd son caractère libéral, et partant démocratique. L'on sait en effet depuis Alexis de Tocqueville que démocratie et progression des droits individuels sont intimement liés ("De la démocratie en Amérique").

Certaines mesures prises par l'Etat depuis le 13 novembre 2015 interrogent de ce point de vue. La déclaration puis la prorogation de l'Etat d'urgence, issu d'une simple loi de 1955, ont permis à l'autorité administrative de pratiquer, sans autorisation d'un juge judiciaire, de nombreuses perquisitions. Peu d'entre elles ont donné lieu à des poursuites pénales. De même, on peut légitimement s'interroger sur la pertinence des mesures d'assignation à résidence de militants écologistes lors de la COP21 en novembre 2015. Le propos doit toutefois être nuancé à

double titre = d'une part, les assignations à résidence ont pu permettre, dans l'exemple exposé, la mobilisation des forces de l'ordre dans le cadre du plan Vigipirate. D'autre part, et de manière plus générale, l'autitaire ne domine pas puisque l'action de l'autorité administrative est soumise à la sanction du juge administratif. De nombreuses sociétés ont au vingtième siècle connu des vagues terroristes sans pour autant renier leurs idéaux. Ainsi en est-il de l'Italie dans les années 1970 ou de la France face aux indépendantistes corses, basques, et dans une moindre mesure bretons. Toutefois face à une brutalité sans précédent, certains Etats démocratiques, à l'instar de l'Algérie des années 1990, ont sombré dans l'autoritarisme.

B) La société démocratique à l'épreuve du terrorisme = le spectre de la tentation autoritaire.

La lutte actuelle contre le terrorisme de Daech, acronyme désignant en arabe "l'Etat islamique en Irak et au Levant" implique pour le politique, au regard de la menace portée sur la société française dans son ensemble, la prise de dispositifs d'exception, tels les dispositifs d'interception prévus par la loi relative au renseignement d'août 2015. Ces mécanismes, couplés à l'envoi de forces spéciales de l'armée de terre au Moyen-Orient et aux frappes aériennes, rapprochent l'état de la société française sinon d'un état de guerre, tout du moins d'un conflit latent et d'amplitude modérée. Or selon

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE
FEUILLE INTERCALAIRE N° 2

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

Emmanuel Kant dans son "Projet de paix perpétuelle (1795)", une société ne peut être qualifiée de République que si elle est pacifique, qu'elle ne pratique pas la guerre à l'encontre de ses voisins. Le défi posé par le terrorisme aujourd'hui consiste de ce point de vue la conciliation d'une lutte efficace contre ce phénomène tout en maintenant nos idéaux républicains et démocratiques. Or l'Etat de droit se trouve en lui-même menacé.

En effet, les réponses des politiques face à des actes sauvages de terrorisme, sans précédent dans notre histoire, sont nécessairement marquées du sceau de l'émotion, de l'instabilité. Il s'agit, à la manière dont Carl Schmitt conçoit le pouvoir politique, d'être capable d'agir rapidement aux moments cruciaux. Mais l'immédiateté de la réponse, exigée par les médias et une opinion publique qui s'impatiente, peut être disproportionnée. Ainsi le délit ou la peur de mort, pourtant prohibée en France depuis 1991, a-t-elle été relancée à la suite des attentats de 2015. Des questions légitimes peuvent également être posées quant à la constitutionnalité des dispositions du projet de loi constitutionnelle relatives à la déchéance de nationalité.

Le terrorisme engendre la peur, l'angoisse,

La peur d'être pris pour cible. Face à ses émotions, non rationnelles, un des principaux risques est constitué par le fait d'arrêter de penser, de raisonner, tant dans le débat public que dans notre sphère intime. Nous risquons alors de perdre notre propre humanité car "renoncer à penser, c'est renoncer à être un homme" (Hannah Arendt, "La crise de la culture"). Or cette perte du raisonnement, si elle s'ajoute à l'essoufflement caractéristiques de nos sociétés post-modernes, peut mener tout droit au totalitarisme. Pour assurer notre sécurité, nous pourrions alors nous référer à une autorité supérieure, à un leader charismatique à même de nous rassurer et de nous donner du lien affectif. (Wilhelm Reich, "La psychologie de masse du fascisme", 1933).

Le terrorisme pose des défis à la société française en tant que les réponses au terrorisme amène la société à se questionner sur les valeurs qui fondent la communauté. Or le principal défi, le dépassement de la peur, ne pourra être surmonté que si la France réaffirme les valeurs qui font sa spécificité, en tant que société mais aussi et surtout en tant que communauté.

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE
FEUILLE INTERCALAIRE N° 3

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

II) LE DÉPASSEMENT DE LA PEUR NÉCESSITE LA
RÉAFFIRMATION DU VIVRE ENSEMBLE RÉPUBLICAIN

La peur isole les individus, les rend réfractaires vis à vis de l'action des pouvoirs publics. En cela le terrorisme prolonge dans ses effets les risques de délitement du lien social constatés depuis la fin des Trente glorieuses (A). La lutte contre le terrorisme pose ainsi un défi à la société française dans son existence même. Seule la réaffirmation du lien de citoyenneté peut permettre à notre société de continuer à être démocratique et républicaine (B).

A) Le risque de délitement du lien
de citoyenneté.

La peur, individuelle et collective, est consubstantielle au phénomène du terrorisme. Comment les individus peuvent-ils la conjurer, la surmonter ? La réponse à cette question est essentielle car l'isolement des individus nés dans la peur emporte pour risque l'éclatement de la société française non en tant que société stricto sensu, mais en tant que communauté au sens de Ferdinand Tönnies. Or, comme l'a montré Dominique Schnapper, ce qui lie les Français,

aujourd'hui ne relève pas de l'ordre du lien culturel ou spirituel mais du lien politique. La spécificité de la société française est qu'elle a construit son unité nationale non sur une culture ou une langue particulière, mais sur ses idéaux républicains.

Le pacte républicain repose notamment sur la laïcité, l'égalité mais aussi l'intégration. Or ces trois valeurs, du fait de la montée de la peur face au terrorisme, sont remises en cause dans la société française contemporaine. La société apparaît se fragmenter, les identités, et leurs revendications, prospèrent (Bayart, "L'illusion identitaire"). Comme la nation française s'est construite autour du républicanisme, toute remise en cause des valeurs du Pacte républicain interroge quant à la pérennité de notre communauté.

Ainsi, le terrorisme interroge à nouveau la société française quant au contenu de ses valeurs. Si l'actualité peut inquiéter, on observera que la III^{ème} République a surmonté les attentats anarchistes de la fin du XIX^{ème} siècle. Il en est de même en ce qui concerne la vague d'attentats islamistes qui ont frappé la France au début des années 1990.

Enfin, la lutte contre le terrorisme interroge quant au devenir de l'Etat Providence. En effet, le plan d'action "Vigipirate", l'engagement des forces françaises sur des théâtres extérieurs et les autres moyens mis à la disposition du ministère de la Justice et du Ministère de l'Intérieur nécessite un effort important pour un Etat, avec plus de 2000 milliards de dettes publiques, financièrement essouffé.

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

B) La réaffirmation nécessaire de nos valeurs républicaines.

La lutte contre le terrorisme, pour les concitoyens, prend à la fois une dimension négative et positive.

En premier lieu, il s'agit de ne pas céder aux exigences des entités terroristes. Ne pas abdiquer vis à vis des valeurs républicaines constitue une deuxième manifestation de la dimension négative de la lutte. Ainsi il ne faut pas céder à l'illusion identitaire ou aux sirènes d'une laïcité trop combative qui viendrait à faire son sens au principe, l'exclusion d'une partie de la population de la société pour des motifs religieux ou communautaires, doit de ce point de vue être absolument évitée.

Mais si l'identité spécifique, exclut, distingue, elle rapproche, dans une dimension positive, des éléments différents. Réaffirmer ce qui nous unit en tant que société démocratique libérale unie par le Pacte républicain constitue l'une des solutions qui permettra à la société française de répondre au terrorisme. Le maintien de l'organisation de l'Euro 2016 ou de la commémoration de la bataille de Verdun participe de cet effort.

Toutefois, la simple réaffirmation ne suffira pas à ramener le usque de délitement. Le débat public occupe ici une place essentielle. En effet, la démocratie suppose le débat et la délibération collective, dans un climat de tolérance. Or les actes terroristes ont notamment pour finalité ~~de~~ de substituer la peur à la raison. Dès lors, si l'Etat souhaite continuer à rester "le maître des horloges" devraient être mises en place des procédures de débat participatif, selon pédagogie et échanges multilatéraux, en vue de déterminer les mesures les plus à même de répondre au défi collectif que représente le terrorisme.

Face aux défis renouvelés du terrorisme, la société française doit répondre aux sentiments d'angoisse, de peur, que celui-ci produit, sans perdre son identité, quelle soit libérale et démocratique ou républicaine. La mesure de la réponse régalienne permettra à la société française de poursuivre un vouloir vivre ensemble, un destin commun. Ainsi doit-il être trouvé un juste milieu entre, pour paraphraser Paul Valéry, un Etat fort qui nous oppresse et un Etat faible qui nous fait peur. Ainsi, au delà des moyens matériels et humains coutiers à fournir pour la lutte contre le terrorisme, c'est la question de l'autorité de l'Etat qui est ici en jeu.